

## Communiqué de l'association Jeunesse sans drogue

# «20 ans que la Suisse s'enfonce – cette fois, on arrête!»

## le 30 novembre: 2xNON à la drogue

---

Le 30 novembre prochain, le peuple sera appelé à se prononcer sur l'«initiative sur le chanvre» et la «révision de la Loi sur les stupéfiants». Ces deux projets sont en faveur d'une minimisation des dangers des drogues, de leur légalisation et de l'extension de leur consommation. Cette voie, que la Suisse est le seul pays au monde à prendre, est fautive. La politique de la Confédération en matière de drogue menée depuis 20 ans est un échec avéré: de plus en plus de toxicomanes, la consommation de la drogue s'étend et pas d'aide durable propre à libérer les toxicomanes de leur camisole de force chimique. Des milliers de personnes sont prisonnières de leur dépendance. Elles suivent pendant des années des programmes d'administration de drogue et vivent aux frais de la collectivité (AI, aide sociale et caisses maladie).

Les objets soumis en votation consacrent cette politique erronée. «Cette fois, on arrête!» Nous demandons une prévention efficace et des thérapies qui visent l'abstinence. Elles seules offrent des repères clairs à la jeunesse et sont porteuses de l'espoir d'un retour à une vie digne et libre pour les toxicomanes.

### Arguments contre l'«initiative sur le chanvre»

- L'initiative a pour but de légaliser – au niveau de la Constitution – la possession, la consommation et le commerce des produits à base de cannabis. Une telle politique n'existe nulle part au monde, même pas en Hollande.
- Le libre accès au cannabis/chanvre va attirer le trafic et inciter à consommer d'autres drogues. Il en résultera une augmentation de la criminalité, de la violence et d'autres problèmes dans nos villes et nos villages.
- Le cannabis cultivé aujourd'hui en Suisse est une drogue extrêmement dangereuse qui nuit gravement à la santé physique et psychique de la jeunesse avant tout.
- Chez de nombreuses personnes, il provoque des troubles psychiques tels que des psychoses, des hallucinations, des dépressions et des attaques de panique.
- Très souvent les consommateurs réguliers ne sont plus capables de terminer leur cursus scolaire ou leur apprentissage.
- Le cannabis n'est jamais inoffensif et il faut continuer de l'interdire.
- 

### Arguments contre la «révision de la Loi sur les stupéfiants»

- La nouvelle loi s'inscrit dans la politique de la drogue des 20 dernières années, qui a pourtant été un échec, et ne fait que l'aggraver considérablement.
- L'administration officielle d'héroïne à des toxicomanes doit être étendue à la cocaïne ainsi qu'à d'autres stupéfiants.
- Dorénavant, la Confédération va pouvoir contraindre les cantons qui n'ont pas, pour de bonnes raisons, de locaux d'injection et de distribution de stupéfiants à en mettre sur pied.
- Le trafic et la consommation de drogues vont être encore moins sévèrement sanctionnés qu'aujourd'hui et cela bien que la politique actuelle (coûts sociaux directs et indirects) nous coûte déjà 4,1 milliards de francs par année (résultat d'une étude de

l'Université de Neuchâtel). Si la nouvelle loi est acceptée, ce coût va encore augmenter. En effet, aujourd'hui déjà, des dizaines de milliers de toxicomanes sont incapables de travailler et vivent aux frais de la collectivité (aide sociale, AI, etc.).

- L'objectif d'une politique visant l'abstinence, tout à fait réaliste, a été complètement abandonné ces dernières années par les autorités responsables. C'est pourquoi on veut modifier la loi. Or c'est inacceptable. En conséquence, refusons la nouvelle loi.